

INTRODUCTION

Jacqueline Laufer, Catherine Marry et Margaret Maruani

in Jacqueline Laufer et al., Le travail du genre

La Découverte | « [Recherches](#) »

2003 | pages 7 à 18

ISBN 9782707141118

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/le-travail-du-genre--9782707141118-page-7.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour La Découverte.

© La Découverte. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Introduction

par Jacqueline Laufer, Catherine Marry et Margaret Maruani

Peut-on, aujourd'hui, s'intéresser au travail, à l'emploi, au chômage, sans voir la différence des sexes ? La question est moins saugrenue qu'il n'y paraît. Longtemps, les sciences sociales du travail ont ignoré le genre, l'ont traité comme une variable secondaire, subalterne et facultative.

Analyser la division sociale du travail sans voir la division sexuelle du travail, disserter sur la hiérarchie des rémunérations sans se poser la question des écarts de salaire entre hommes et femmes, faire l'histoire du droit de vote en confondant suffrage universel et suffrage masculin, s'interroger sur la reproduction des inégalités par le système scolaire en omettant les différences entre filles et garçons... tout cela, et bien d'autres choses, ont été – et restent – possibles. Le constat est désolant, et pourtant inévitable.

Mais attention : cet oubli n'est pas seulement celui des femmes. C'est le genre, c'est la différence des sexes qui ont été gommés, niés ou méprisés. Et d'ailleurs, sur d'autres sujets, ce sont les hommes que l'on a délaissés : les premières enquêtes sur les budgets-temps n'interrogeaient que les femmes ; les travaux sur la fécondité ont longtemps omis de s'intéresser aux hommes ; les recherches sur l'articulation entre vie professionnelle et vie familiale se sont obstinées à faire comme si les hommes étaient sans famille.

Nous n'en sommes plus tout à fait là aujourd'hui et c'est heureux. Ce livre tente de relater, discipline par discipline, l'émergence d'analyses sexuées du monde du travail. Il montre comment l'introduction du masculin/féminin renouvelle les approches, les problématiques et les concepts. Il explicite également les difficultés, les blocages et les embûches de l'exercice : le temps de la connaissance n'est pas forcément celui de la reconnaissance.

Retracer le parcours de la question des différences de sexe dans les sciences sociales du travail : tel est l'objet de cet ouvrage collectif pluridisciplinaire et international. Organisé par le groupement de recherche MAGE (Marché du travail et

Genre¹), il rassemble vingt-deux contributions émanant de sociologues, d'historien-ne-s, d'économistes, de statisticien-ne-s, de juristes, de politologues, de philosophes et d'anthropologues venus de différents pays².

Cette histoire est nécessaire, même si elle est tout sauf évidente. Chacun-e, ici, a sa lecture des faits, sa vision du passé et du présent. Elles peuvent être, dans certains domaines, très divergentes. Ainsi en est-il, par exemple, des sciences économiques, discipline « lugubre » pour Inga Persson qui connaît pourtant, selon Catherine Sofer, une « révolution discrète ».

Nous n'avons pas cherché à lisser le propos. Cette histoire est plurielle parce que les points de vue le sont : c'est affaire de position théorique et de positionnement social dans le milieu de la recherche, mais aussi, plus trivialement, de génération et de sexe, de discipline et de pays.

Chaque discipline, chaque pays, a son propre cheminement, ses avancées et ses crans d'arrêt, ses ouvertures et ses blocages, ses tabous et ses débats. Cela étant, un constat d'ensemble peut être établi – quitte à le nuancer, l'amender ou le falsifier sur certains aspects : le temps du silence sur le genre est révolu. Le paradigme du masculin/neutre a, aujourd'hui, quelque chose d'illégitime, même si'il reste encore répandu. Nous sommes dans une sorte d'entre-deux instable et paradoxal, il faut l'admettre. Mais le chemin parcouru est imposant.

Cet ouvrage est un jalon, de même que *Le Sexe du travail*³, livre collectif paru en 1984, a constitué un repère. Entre *Le Sexe du travail* et *Le travail du genre*, vingt ans se sont écoulés. Et, précisément, entre ces deux livres⁴ – entre ces deux titres – que s'est-il passé ? Il y a vingt ans, il fallait affirmer que le travail avait un

1. Le groupement de recherche « Marché du travail et genre » (MAGE) a été créé au CNRS en 1995 par Margaret Maruani. De 1999 à 2002, il a été dirigé par Jacqueline Laufer et Catherine Marry. En 2003, il s'est transformé en Groupement de recherche européen sous la direction de Margaret Maruani. Comme tous les GDR, il s'agit d'une fédération de laboratoires et de chercheurs constitués en réseau autour d'un champ de recherche. Le MAGE est né de la volonté de chercheurs de disciplines et d'horizons différents d'ouvrir plus largement le débat autour d'un champ de recherche. Il invite à revisiter les problématiques liées au marché du travail à la lumière de la variable « sexe ». L'ambition n'est pas d'ajouter une variable supplémentaire, le genre, mais d'affiner la construction de nouvelles approches et problématiques avec la conviction qu'en approfondissant l'analyse des différences de sexe sur le marché du travail, on ne contribue pas seulement à l'accumulation des savoirs sur l'activité féminine et masculine, mais aussi à la progression générale des connaissances sur le monde du travail. Sous l'égide du MAGE ont été publiés deux ouvrages de synthèse européens : *Les Nouvelles Frontières de l'inégalité. Hommes et femmes sur le marché du travail* (1998, Margaret Maruani (dir.), La Découverte/MAGE), *Masculin-Féminin : questions pour les sciences de l'homme* (2002, Jacqueline Laufer, Catherine Marry, Margaret Maruani (dir.), PUF), des cahiers trimestriels : *Les Cahiers du MAGE* (de 1995 à 1997). Par ailleurs, le MAGE publie depuis 1999 une revue scientifique, *Travail, genre et sociétés* (L'Harmattan).

2. Le point de départ de ce livre est un colloque international organisé en juin 2002 par le MAGE à La Sorbonne-Paris sur le thème « Sciences de l'homme et différences de sexe : Le temps de la reconnaissance? ».

3. Collectif, *Le Sexe du travail*, PUG, 1984.

4. Et bien d'autres ouvrages collectifs, dont Ephesia, *La Place des femmes*, La Découverte, coll. « Recherches », 1995.

sexe : ce n'était pas du luxe, la plupart des recherches produites dans ce domaine étaient tranquillement asexuées. Aujourd'hui, c'est le travail du genre que nous voulons mettre en évidence : ce que l'utilisation de cet outil a produit de connaissances et de renouvellement des savoirs. Que le travail ait un sexe semble désormais acquis, même si l'idée n'est pas mise en pratique dans l'ensemble des sciences sociales. En revanche, ce qui reste à montrer, c'est les vertus heuristiques d'une lecture sexuée du monde social – et du monde du travail en particulier.

COMMENT PENSER LE GENRE ?

Le droit de penser le genre s'est affirmé. Il s'agit désormais de savoir comment le penser. Ceci nous confronte d'emblée à la variété des points de vue et des paradigmes concurrents qui se sont développés au sein de chaque discipline. Penser le genre, cela supposerait que l'on ait dépassé l'argument de nature. Mais un premier constat s'impose : le poids et la résistance des « paradigmes classiques » qui aujourd'hui encore constituent le fond d'un grand nombre d'analyses, contre lesquelles doivent sans cesse lutter d'autres tentatives théoriques de penser les rapports sociaux entre les sexes.

Ainsi, l'argument de nature a longtemps fondé les modèles de connaissance sur les relations entre les sexes dans la pensée sociologique positiviste et fonctionnaliste. Cet argument s'est historiquement traduit au niveau juridique dans la logique de l'inégalité et de la protection (Marie-Thérèse Lanquetin). Il revient aujourd'hui en force dans les thèses de la complémentarité des rôles qu'il nous faut toujours combattre : par exemple dans ces recherches où la vie familiale « explique » les carrières des femmes, justifiant des théories fondées sur les notions de « chef de famille » et de « salaire d'appoint ».

La même difficulté se rencontre dans le legs des traditions de l'économie orthodoxe et la façon dont elles tendent à cantonner le statut des femmes à leur rôle familial : l'offre de travail des femmes y est là aussi « expliquée » par leurs préférences pour des emplois leur permettant d'assumer leurs tâches domestiques.

Certains ont pu penser que la contestation du modèle économique orthodoxe et de la sociologie fonctionnaliste par des analyses en termes de classe, d'exploitation, de domination était à même de régler la question des relations entre hommes et femmes, en même temps qu'elle devait résoudre tous les rapports de domination dans la société. On sait bien aujourd'hui qu'il n'en est rien.

Et, précisément, l'un des apports des recherches en termes de rapports sociaux de sexes et de genre a été de développer des analyses sur la division sexuelle du travail qui, comme le dit Michel Lallement, « font rupture » : être femme ou homme altère le modèle dominant de la classe ouvrière... ou de la catégorie des cadres.

L'approche anthropologique, décrite ici par Maurice Godelier sur les rapports sociaux entre les sexes, montre la complexité des dimensions symboliques et

imaginaires : la place des femmes au sein des rapports de parenté et de la division du travail ne suffit pas à rendre compte des rapports hiérarchiques entre les sexes. Le niveau politico-religieux occupe une place centrale.

Mais une domination masculine intangible peut sembler à certains – et surtout à certaines – un carcan pesant qui laisse peu de place au sujet en général et au « sujet femme » en particulier. Les femmes, comme les hommes, ont des ressources, élaborent des stratégies et peuvent effectuer des choix propres. C'est ce qu'affirme Michelle Perrot quand elle évoque « l'historicité de la différence des sexes... le mouvement d'une histoire des femmes victimes à celles des femmes actives présentes dans la cité... d'une histoire de la domination à celle des interactions ».

Ces interactions, faites de négociations et de compromis supposent pour les un-e-s et pour les autres des gains et des pertes. Se repose alors la question du bilan et de son évaluation qui dépend, selon François de Singly de la « conscience que les individus ont de leur vie et de leur valeurs ». Les hommes et les femmes ne peuvent éviter alors d'être confrontés, tôt ou tard, au dilemme indépassable de la question posée par le « choix » de leur identité face aux contraintes matérielles et idéologiques qui pèsent sur les un-e-s et sur les autres.

SEXUER LA CONNAISSANCE

Réintroduire les femmes là où les hommes représentaient le sujet, là où l'on confondait sans vergogne l'être humain avec l'être de sexe masculin : tous les textes rassemblés ici racontent ce labeur de longue haleine commencé dans les années 1970 et inachevé à ce jour.

Jusqu'aux années 1970 en effet, des pans entiers de la recherche en sciences humaines ont pu ainsi se constituer au masculin neutre, sorte de genre aussi hypocrite qu'indéfini. L'histoire sociale, celle de la classe ouvrière et du travail industriel, s'est construite autour de la figure du « mineur musclé » (Laura Lee Downs). La sociologie du travail, tout autant obsédée par le travail industriel masculin, a des années durant confondu la sociologie du travail et celle des travailleurs en conjuguant « la notion de travailleur avec celle d'ouvrier qualifié, de la grande industrie, de sexe masculin » (Michel Lallement). En sociologie de l'éducation, il aura fallu plusieurs décennies pour que l'on se saisisse d'un fait massif, établi depuis la fin des années 1960 : la réussite scolaire des filles. À l'école, les filles devançaient désormais les garçons, cela se lisait dans les chiffres. Et pourtant, raconte Roger Establet, « cette régularité avait l'allure d'un scandale [...] Mais personne n'en fit la remarque ». Et encore moins l'analyse : il fallut, pour cela, attendre vingt ans, la publication par Christian Baudelot et Roger Establet de *Allez les filles!* (1991) et par Marie Duru-Bellat de *L'École des filles* (1990). Même absence des femmes – présence douteuse, plus exactement – en économie où « les pères fondateurs de l'économie ont généralement considéré les femmes comme

des êtres particuliers, cantonnés aux tâches ménagères, à la production et à l'élevage des enfants, sans comportement rationnel » (Danièle Meulders et Robert Plasman).

Mais au-delà de ces observations tristement convergentes sur l'absence des femmes dans les sciences sociales, l'introduction de la différence des sexes dans nos disciplines représente bien plus que l'ajout d'un acteur social supplémentaire – d'une actrice, plutôt. Rendre visible l'oppression des femmes et offrir des explications « aux invariants qui semblent affliger le travail des femmes depuis le Moyen-Âge à nos jours » (Angela Groppi) reste un programme brûlant d'actualité, mais incomplet.

Rompre avec une analyse asexuée du monde du travail ne revient pas seulement, pas essentiellement, à faire entrer les femmes et le féminin dans l'univers professionnel. Le genre oblige à repenser les catégories et les schémas d'analyse.

LE MASCULIN-NEUTRE SÈME LA CONFUSION

L'introduction du genre est avant tout une manière salutaire de rectifier un certain nombre d'aberrations. Les auteur-e-s de ce livre le disent de multiples façons et avec des exemples bien souvent confondants : comment a-t-on pu si longtemps évaluer l'origine sociale des individus à partir de la seule catégorie socioprofessionnelle du père ou du mari ? Étudier la fécondité des couples en se basant sur des indicateurs exclusivement féminins ? Analyser les mutations sociologiques du corps enseignant sans intégrer la féminisation des professeur-e-s ? Comparer la hiérarchie des salaires entre pays en se basant sur les seules rémunérations masculines ? Observer les difficultés de l'insertion professionnelle des jeunes sans voir que celle des filles fonctionne différemment de celle des garçons ?

On pourrait continuer à égrener la liste de ces surprenantes omissions. Retenons-en l'essentiel : en oubliant les femmes, ce n'est pas seulement de l'information que l'on perd, c'est de la connaissance que l'on déforme. Un des plus beaux exemples est sans doute celui de la notion de « ménage ». Unité de compte statistique et économique de la famille, la notion de ménage sert à mesurer des choses aussi centrales que les revenus, la consommation, les niveaux de vie, etc. Or, en construisant une boîte noire, neutre en apparence, mais très sexuée – pour ne pas dire sexiste – dans son utilisation, on en arrive à tordre les faits, les chiffres et la réalité sociale. Ainsi en est-il de la mesure de la pauvreté ou des inégalités de revenus : en se basant sur l'actuelle acception du ménage, c'est-à-dire sur une catégorie « caractérisée par un revenu ou une consommation globale gérée par un chef de ménage altruiste qui veille à l'intérêt des siens et se comporte en agent rationnel » (Danièle Meulders et Robert Plasman), on sème la confusion dans l'évaluation des revenus de chacun. On fait comme si l'argent du ménage constituait une cagnotte où chacun puisait sa quote-part en toute égalité. En niant les positions

différentes des hommes et des femmes au sein de la famille, en gommant les écarts de revenus entre les uns et les autres, on en vient, comme l'expliquent Danièle Meulders et Robert Plasman, à une « sous-estimation systématique de la pauvreté féminine et à une surestimation de la pauvreté masculine ». Et à une vision déformée de l'ensemble du phénomène. Tant que planera l'ombre de M. Gagnepain – le chef de famille rebaptisé « personne de référence » par l'INSEE, mais qui reste l'homme de la famille (Annie Fouquet) – on ne comprendra pas grand-chose aux inégalités de revenus entre les individus. De façon plus générale, le postulat du partage égal des ressources au sein de la famille – postulat qui nie les inégalités entre hommes et femmes – agit comme un cache-sexe qui brouille et fausse l'analyse.

ROMPRE AVEC LA DOMINATION DE LA NORME MASCULINE

Introduire la différence des sexes, c'est aussi rompre avec la domination de la norme masculine. Or, dès que l'homme cesse d'être l'étalon, dès que le travail masculin cesse d'être le référent universel, c'est la vision d'ensemble qui change.

C'est particulièrement vrai des catégories statistiques relues ici avec les lunettes du genre par Annie Fouquet. On en retiendra un exemple singulièrement éclairant, celui de la mesure des écarts de salaire entre hommes et femmes. Le chiffre est difficile à établir et les définitions multiples : faut-il intégrer les primes et les heures supplémentaires ? Doit-on inclure ou exclure le travail à temps partiel ? Peut-on réunir les salaires du public et ceux du privé en un même indicateur ? Raisonnet-on « toutes choses égales » ou inégales par ailleurs ? Il y a autant de définitions que de réponses. Mais cela étant dit, sur quoi se base-t-on pour établir le chiffre de la différence ? Cette question-là n'est jamais posée tant la réponse implicite est évidente : la norme de référence est le salaire masculin, à partir duquel on calcule ce que les femmes ont en moins. Si l'on faisait l'inverse, si l'on évaluait ce que les hommes touchent en plus, l'écart serait bien plus considérable : quand les femmes gagnent 30 % de moins que les hommes, cela signifie que les hommes sont payés 50 % de plus que les femmes. Quelle importance, pourrait-on dire ? Tout cela est affaire de technique statistique. Mais non : opter pour une norme masculine, en ce cas, c'est choisir de minimiser la présentation des inégalités de rémunération entre hommes et femmes.

On pourrait appliquer le même raisonnement au chômage : si au lieu de parler du surchômage féminin on traitait du sous-chômage masculin ? La question est, pour l'heure, totalement utopique lorsque l'on sait les difficultés que l'on a, aujourd'hui encore, à obtenir que les chiffres du chômage soient déclinés selon le sexe. Mais elle n'en est pas moins pertinente – ou impertinente, ce qui revient au même. Dans tous les cas, il s'agit bien de cesser, comme le dit Inga Persson, de « regarder les hommes comme la norme et les femmes comme le problème ».

On pourrait également repenser la qualification en se posant les mêmes questions : où est la norme ? Cherchez la femme, trouvez l'homme... Le travail féminin, on le sait bien maintenant (Anne-Marie Daune-Richard), a fait son entrée dans la sociologie du travail sous le sceau de la déqualification : des années durant, on a tenté de comprendre pourquoi les femmes occupaient des postes moins qualifiés que ceux des hommes. Mais l'interrogation ne devrait-elle pas être inversée (pourquoi les emplois masculins sont-ils plus qualifiés ?) ou, plus exactement, reformulée : pourquoi tel travail est-il défini comme qualifié alors que tel autre ne l'est pas ? Au nom de quoi et de qui décrète-t-on la qualification d'une tâche ? Comment se fait-il que la plupart des métiers qualifiés soient masculins alors que nombre de travaux féminins complexes sont réputés « sans qualité » ? La définition des qualifications n'est pas une opération technique. C'est le résultat de conflits et de négociations entre groupes sociaux, c'est l'aboutissement d'un marchandage social dans lequel se jouent les inégalités entre hommes et femmes. La distinction masculin/féminin est un axe central pour comprendre la construction sociale de la hiérarchie des qualifications. Reprendre à bras-le-corps le concept de qualification en intégrant la différence des sexes ouvre un chantier immense : comment une société définit-elle la valeur sociale du travail, comment constitue-t-elle la hiérarchie des métiers, des professions, des tâches et des activités ?

FEMMES, SEXE ET GENRE

L'introduction de la différence des sexes constitue un vrai tournant : en passant des femmes au genre ou au sexe, les recherches ont changé de cap. Le reproche que l'on adresse rituellement aux sciences de l'homme peut tout aussi bien être retourné vers les « recherches féministes » : oublier les femmes et le féminin, ce n'est pas bien, mais faire l'impasse sur les hommes et le masculin, ce n'est pas franchement mieux.

Or longtemps, trop longtemps là aussi, on a omis de regarder les hommes, leurs métiers et leurs activités comme du travail masculin. Judy Wajcman le montre très bien à propos des recherches sur les technologies et l'organisation du travail : c'est « la relation entre travail qualifié, technologie et masculinité » qui permet de rendre compte de la division sociale du travail dans un certain nombre de secteurs d'activité. Le cas des typographes, qu'elle emprunte à Cynthia Cockburn, est de ce point de vue tout à fait symptomatique : le mode de constitution et de fonctionnement du collectif de travail des ouvriers du livre ne peut se comprendre que si l'on intègre le fait que « la corporation des typographes reposait sur la construction d'une identité de travailleur qualifié et de sexe masculin ». Sans cet élément, on ne peut appréhender l'organisation de cette corporation, son unité et ses hiérarchies. Et on ne peut pas rendre compte de la place des femmes dans cet

univers professionnel viril : la négation des qualifications féminines est la condition de la survie de la professionnalité masculine.

Ce regard sur la « masculinité » du travail ouvre, lui aussi, de nouvelles perspectives qui, en France, sont loin d'être épuisées : à force de se focaliser sur les femmes pour rendre compte des différences de sexe, on a peut-être eu tendance à négliger les hommes.

DÉPLACER LE REGARD

De la même façon, on a probablement surestimé le rôle de la famille en se centrant sur « l'articulation entre la vie professionnelle et la vie familiale ». C'est, avec le recul du temps, la critique majeure que l'on pourrait adresser au *Sexe du travail* : la division du travail et les rapports sociaux de sexe dans la famille contribuent fortement à la production des inégalités professionnelles. Mais la famille et plus largement l'univers domestique n'expliquent pas tout. Judy Wajcman tout comme Marlaine Cacouault insistent sur ce point tout à fait fondamental pour les travaux sur le genre : dans de nombreuses recherches s'affirme l'idée que le marché du travail, l'entreprise et l'organisation sont en eux-mêmes producteurs d'inégalités. Ils ne se contentent pas de reproduire une division du travail venue d'ailleurs. C'est dans l'univers professionnel que le travail se constitue comme différent selon qu'il est effectué par des hommes ou par des femmes. C'est l'organisation des carrières qui détermine les conditions de la mobilité professionnelle. C'est le marché du travail qui construit des ségrégations et des discriminations à l'embauche et tout au long de la vie professionnelle. Pour illustrer cette proposition, on prendra deux exemples. Celui du chômage des jeunes, tout d'abord. En France, en 2002, le taux de chômage des moins de 25 ans est de 20 % pour l'ensemble, de 18 % pour les jeunes hommes et de 23 % pour les jeunes femmes. C'est dans cette classe d'âge que l'écart entre chômage masculin et féminin est le plus important alors même que l'effet « famille » ne joue aucun rôle : l'âge moyen à la première maternité est de 29 ans... Ici, il s'agit bel et bien du libre jeu de la sélectivité du marché du travail. Dans des générations où les jeunes femmes ont un niveau d'instruction supérieur à celui des jeunes hommes, rien d'autre ne saurait expliquer ce surchômage féminin – ou ce sous-chômage masculin.

L'analyse des trajectoires des femmes très diplômées nous fournit une seconde illustration. La reconnaissance par les sociologues des succès scolaires des filles a ouvert la voie à des travaux plus systématiques sur les carrières de femmes et d'hommes dans des professions supérieures, longtemps exclusivement masculines : enseignant-e-s de lycée hier, médecins, juges, ingénieur-e-s ou enseignant-e-s/-chercheur-e-s du supérieur aujourd'hui. Les obstacles qu'elles rencontrent dans leurs ambitions professionnelles ne peuvent se résumer à des mécanismes

d'autocensure et au conflit entre travail et famille. Des recherches récentes sur les inégalités sexuées de salaires et de carrière d'ingénieur-e-s diplômé-e-s ou d'universitaires montrent que ces disparités varient peu, au sein de la population féminine, selon le statut familial; en revanche qu'elles soient seules, en couple avec ou sans enfant, ces femmes pourtant munies de diplômes prestigieux, se trouvent en moyenne bien au-dessous de leurs collègues masculins. Il faut donc chercher des explications ailleurs : dans les modes d'organisation du travail, de gestion des carrières, de sociabilité dans et au dehors de l'entreprise, etc. L'histoire des organisations, des écoles, des professions, qui est celle d'une longue exclusion des femmes (et d'autres catégories dominées : étrangers, enfants d'ouvriers, etc.), éclaire les modalités différentes de leur féminisation récente. L'étude des imaginaires sociaux qui reconstruisent indéfiniment du genre, en énonçant les places ou « qualités » censées le mieux convenir à l'un ou l'autre sexe pour légitimer la domination masculine, est une autre piste intéressante développée en commun par les sociologues et historien-ne-s.

Appréhender la place des femmes dans le monde du travail à partir des rapports sociaux de sexe au sein de la famille reste un prisme indispensable, mais au bout du compte peut-être envahissant. Sans doute faut-il aujourd'hui déplacer le regard. C'est en tout état de cause l'un des enjeux formulés dans les textes rassemblés ici.

LES CHIFFRES ET LES MOTS

Plusieurs contributions à cet ouvrage, tout particulièrement celles des démographes et statisticiennes, mais aussi celles de Christian Baudelot et de Roger Establet, soulignent l'importance du chiffre pour faire entendre le genre. Certes, le chiffre ne suffit pas : la meilleure réussite des filles, attestée par les publications régulières sur le nombre de bacheliers et de bachelières, est longtemps ignorée ou suscite, chez les premiers à la voir, une interrogation inquiète sur « l'intégration de cet afflux de femmes qualifiées sur le marché du travail » (Thérèse Locoh, Jacqueline Hecht, Armelle Andro). Mais le chiffre aide à convaincre; il alimente aussi les controverses internes aux recherches sur le genre comme, par exemple, celle autour des effets plus ou moins délétères de la mixité sur les performances scolaires des filles (en particulier en mathématique et en physique) qui a été au centre des études sur le genre dans les sciences de l'éducation en Allemagne (Juliane Jacobi) : la prise en compte de l'origine sociale des élèves des écoles mixtes et non mixtes annule souvent les différences « brutes » de réussite scolaire constatées entre les filles.

Les mots et métaphores pour dire le travail des femmes et des hommes ont aussi une grande importance pour déconstruire les stéréotypes tenaces. Il en est ainsi de celui de la docilité scolaire des filles qui atténue l'éclat de leur réussite

scolaire en réactivant le clivage redoutable de la passivité féminine et de l'activité masculine. Évoquer leur insoumission, leur irrespect, leur ambition, à l'école ou au travail subvertit le regard porté sur elles.

Il en va de même à propos du soupçon durable de leur conservatisme politique. Grâce à leurs enquêtes, les politologues féministes ont mis fin à un préjugé ancien : les femmes, nous dit Jane Jenson, votent parfois plus à gauche que les hommes.

Ainsi les garçons et les hommes peuvent paraître plus zélés et conformes quand ils s'engouffrent dans des formations et métiers scientifiques et techniques sans goût particulier ; et plus conservateurs quand ils votent plus à droite.

De façon plus générale, il s'agit de sortir de la binarité des oppositions qui tendent à essentialiser les différences.

LE TEMPS DE LA RECONNAISSANCE ?

Sciences de l'homme et différence de sexe : le temps de la reconnaissance est-il venu ? Cette question fut le point de départ de notre ouvrage. Elle peut se décliner de diverses façons : comment le thème de la différence des sexes (ou des femmes, ou du genre) s'est-il frayé un chemin dans nos disciplines ? S'est-il véritablement transformé en une question de recherche qui traverse l'ensemble des sciences humaines et sociales ? Peut-on vraiment parler d'un « retard français » dans le domaine des *gender studies* ou s'agit-il d'une autre manière d'aborder le sujet ? Ce « retard » concerne-t-il l'avancée des recherches ou la reconnaissance institutionnelle, l'accumulation des connaissances ou leur transmission ? La différence des sexes a-t-elle cessé d'être une variable facultative pour s'inscrire au cœur des paradigmes de chaque discipline ?

En la matière, rien n'est définitif. François Michon, dans son histoire des théories économiques des marchés du travail, montre que le déplacement des interprétations des inégalités d'emploi par l'offre de travail (les individus et leurs caractéristiques personnelles) vers des explications par la demande (les entreprises, les professions, les systèmes de relations professionnelles...) a été une innovation centrale des économistes du travail non orthodoxes, dans les années 1970. Il cite longuement les travaux pionniers en France de François Sellier, économiste fondateur du LEST⁵ à Aix-en-Provence, inspiré des théories des radicaux américains. Le primat postulé « du social sur l'économique, des déterminants subis par les agents sur leurs choix et possibilités de calcul économique efficace » est étendu à l'analyse de l'activité des femmes, largement soumises aux « normes » de l'emploi capitaliste. Pour autant, François Sellier observe, qu'une fois mobi-

5. Laboratoire d'économie et de sociologie du travail.

lisées dans l'emploi, les femmes résistent au retour au foyer : elles ne sont plus des « travailleurs secondaires parfaits ». Il n'est pas le seul. À l'INSEE et à l'INED, au début de ces mêmes années 1970, « on examine à la loupe les taux d'activité féminins et tout particulièrement ceux des femmes mariées » (Annie Fouquet). Et pourtant, vingt ans après, les analyses hétérodoxes de la segmentation font silence sur les divisions de genre : polarisées sur les jeunes et leur insertion elles ont, de nouveau, oublié les femmes.

L'histoire du genre n'est donc pas linéaire. Elle varie selon les disciplines et les pays : l'émergence précoce peut être suivie d'un oubli.

Les points de vue proposés par les auteur-e-s de ce livre sur le statut de la différence des sexes dans les sciences sociales sont multiples. Pour en rendre compte, il convient de distinguer la connaissance et la reconnaissance, la légitimité intellectuelle et la reconnaissance institutionnelle.

Il faut savoir tout d'abord que sur ce domaine de recherche pèse toujours le soupçon du militantisme, le reproche du parti pris : étudier la construction sociale des inégalités de sexe serait un travail « militant » du fait même de l'objet. Nous l'avons souvent entendu cet argument, nous l'avons vu fonctionner comme un déni de légitimité ou de scientificité : nous ne fabriquerions pas, comme l'explique Geneviève Fraisse, « de la pensée, mais plutôt de l'opinion ». Il est vrai que nous sommes dans des disciplines où la question de recherche n'est jamais très loin du problème social et où les dérives idéologiques sont toujours possibles. Mais est-ce spécifique au genre ? Est-on plus « neutre », plus « objectif » ou plus « scientifique » lorsque l'on traite du chômage, de l'école, de l'immigration, de la famille ? De ce point de vue, ce n'est pas le genre qui est spécifique, ce sont les sciences de l'homme et de la société.

Sur l'accumulation des connaissances, en revanche, le doute n'est plus permis. Livres, articles, thèses, rapports de recherche sont là pour témoigner du foisonnement des idées, de la richesse des débats et du cumul des savoirs.

Mais la reconnaissance ? Du point de vue institutionnel, elle est comme le dit Michelle Perrot « indigente ». Quel que soit l'indicateur retenu : nombre d'unités de recherche du CNRS, de professeurs d'université ou de directeurs de recherche, de publications dans les revues académiques ou de chaires d'études féministes. Michel Lallement et Françoise Thébaud nous livrent ici, pour la sociologie comme pour l'histoire, des chiffres tout à fait attristants. Maurice Godelier raconte l'« énorme rugissement » de ses collègues de la direction du CNRS lorsqu'en 1982 il demanda un million de francs pour les « recherches sur les femmes et recherches féministes ». On les entend comme si on y était.

Le paradoxe est là, dans ce contraste entre la multiplication des recherches et le vide institutionnel. Revendiquer un autre sort et une autre dignité pour ce domaine qui, faut-il le rappeler, rassemble de très nombreux chercheur-e-s, est donc une nécessité. Chacun-e le fait à sa façon – et la création du MAGE a été notre manière de tenter un début de réponse à cette indécente indigence. Est-ce

le problème principal ? « Ce que la sociologie perd en respectabilité institutionnelle, elle le gagne en liberté. », rappelle Christian Baudelot, qui ajoute : « Profitons-en ».

Dévoiler les inégalités de sexe aura toujours quelque chose de décapant – de forcément déplaisant pour tous ceux que la hiérarchie du masculin/féminin rassure, arrange ou indiffère.

Le problème qui reste entier est celui de la légitimité intellectuelle. Et là, il faut bien dire que, en dépit de tous les progrès, le travail du genre est inachevé.